

**Afrique - Lutte contre le terrorisme  
- G5Sahel - Barkhane - Burkina  
Faso - Mali - Entretien de Mme  
Florence Parly, ministre des armées,  
avec l'hebdomadaire "Jeune  
Afrique"**  
(Paris, 28 octobre 2018)

**Q** - À la fin de 2017, Emmanuel Macron réclamait des "victoires" contre les groupes jihadistes au Sahel en 2018. Nous sommes à la fin de l'année et la situation sécuritaire est loin de s'être améliorée. Ne faut-il pas changer de stratégie ?

**R** - Barkhane a rencontré des succès importants depuis le début de cette année. Nous avons neutralisé plus de 130 terroristes, dont un certain nombre de chefs. C'est considérable. Mais l'action militaire ne peut être l'unique solution.

Il nous faut articuler présence militaire, pour sécuriser un certain nombre de zones, et politiques de développement, sans lesquelles il n'y aura pas de retour à une situation pacifiée. Nous voulons remettre l'Agence française de développement [AFD] au coeur de notre dispositif. Un conseiller de l'AFD est désormais détaché auprès du commandant de la force Barkhane.

**Q** - Envisagez-vous de réduire les effectifs de l'opération Barkhane dans les mois à venir ?

**R** - Il n'en est pas question pour l'instant, mais nous ne nous interdisons rien. C'est un dispositif qui s'adapte constamment. Par exemple, dans la région du Liptako, au sud-est de Gao, au Mali, nous menons un travail de sécurisation par approches successives: nous rétablissons la sécurité dans une zone avec les forces armées locales, puis nous les laissons sur place et passons à un territoire limitrophe. Barkhane est donc très mobile et très maniable. Nous travaillons aussi à rassurer les civils, ce qui est essentiel pour couper le lien entre les terroristes et les populations.

**Q** - Quand les drones français seront-ils armés ?

**R** - Six drones, qui nous seront livrés à la fin de 2019, pourront l'être. Le choix de leur affectation n'a pas encore été fait, mais ils pourront renforcer nos capacités au Sahel.

**Q** - Depuis l'élection d'Emmanuel Macron, la France se mobilise en faveur du G5 Sahel. Pourquoi sa force conjointe n'est-elle toujours pas opérationnelle ?

R - Certains peuvent voir le verre à moitié vide. Je veux le voir à moitié plein. La force conjointe a été lancée par les pays du G5 Sahel eux-mêmes [le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad]. Il faut s'en féliciter car c'est une première en Afrique : jamais une initiative de ce type ne s'était matérialisée de façon aussi rapide. Les alliés de l'OTAN ont mis beaucoup de temps à réaliser des opérations interarmées. Ce que les pays du G5 ont accompli en quelques mois est donc tout à fait exceptionnel. Leur force conjointe s'est montée en un an et elle réunit à peu près 4.000 hommes. Ils sont encore peu équipés, mais ils interviennent de façon très courageuse.

Q - Les présidents du G5 Sahel se plaignent régulièrement du manque de soutien financier. Sur plus de 400 millions d'euros promis, combien ont été effectivement donnés à ce jour ?

R - Une trop grande partie des sommes n'a pas été versée. Le compte n'y est pas. Les présidents du G5 Sahel ont raison de le souligner, même si ces derniers mois l'aide européenne commence à arriver.

Q - N'est-ce pas un aveu d'impuissance que de transférer le poste de commandement [PC] de la force conjointe de Sévaré, où il a été la cible d'une attaque le 29 juin, à Bamako ?

R - Ce n'est pas un PC tactique au sens militaire du terme. Il a une vocation politico-militaire, en synergie très étroite avec des interlocuteurs basés davantage dans la capitale. Si ce PC est plus efficace à Bamako et s'il est plus rapide de s'y établir que de reconstruire un PC à Sévaré, ce sont les bons choix.

Q - Le PC de Barkhane, lui, est installé à N'Djamena, où vous vous êtes rendue au début d'octobre. Que répondez-vous à ceux qui accusent la France de coopérer avec un régime autoritaire ?

R - Le Tchad a été l'un de nos partenaires les plus actifs quand la France a déclenché l'opération Serval au Mali, et il a toujours été très engagé dans la lutte contre le terrorisme. Il n'y a aucune raison de considérer que le PC de Barkhane n'a pas sa place au Tchad. Nous y disposons de très nombreuses facilités opérationnelles et logistiques. Par ailleurs, l'entretien que j'ai eu avec le président Idriss Déby Itno m'a prouvé, si besoin était, qu'il reste très fortement engagé à nos côtés.

Q - Êtes-vous préoccupée par la dégradation de la situation sécuritaire au Burkina ?

R - L'est du Burkina Faso est une zone de refuge naturelle, il est aisé de se dissimuler dans ses forêts. La surveillance aérienne y est plus difficile, des groupes terroristes s'y cachent et la riposte n'est pas aisée à organiser. Quand je me suis rendue au Burkina Faso en juillet, j'ai réitéré une offre de coopération avec l'armée burkinabè, sur le modèle de celle que nous avons déjà avec les forces maliennes ou nigériennes. J'ai rappelé au président Kaboré que la France était disponible si le Burkina Faso en éprouvait le besoin. Au début d'octobre, à la demande de ce pays, nous avons réalisé deux opérations conjointes dans le Nord et dans l'Est. Nous le referons si le Burkina Faso le souhaite.

Q - De quoi avez-vous parlé avec le président Kaboré ?

R - Nous avons évoqué le fait que, pour intervenir, il fallait qu'un certain nombre de conditions soient réunies et que des accords juridiques soient conclus. Nous ne pouvons pas franchir les frontières d'un Etat si nous n'en avons pas reçu l'autorisation.

Q - Que dites-vous aux Burkinabè préoccupés par ces interventions étrangères sur leur sol ?

R - Que l'insécurité qui s'est accrue dans leur pays est d'abord un problème pour eux. Et que jamais la France n'interviendrait si les autorités burkinabè ne la sollicitaient pas. Il y a une situation sécuritaire difficile qui nous préoccupe tous.

Q - Ibrahim Boubacar Keïta [IBK] a été réélu à la tête du Mali en août. Avez-vous confiance en sa capacité à appliquer rapidement l'accord de paix d'Alger, qui traîne depuis sa signature en 2015 ?

R - La feuille de route du président Keïta est très claire et son Premier ministre, Soumeylou Boubeye Maïga, l'applique. Elle consiste à mettre en oeuvre cet accord et à restaurer la présence de l'Etat dans les zones où sa présence s'était réduite. C'est ce que le Premier ministre vient de faire en se rendant à la mi-octobre dans certaines parties du Centre qui n'avaient pas été visitées par les autorités depuis bien longtemps. Soumeylou Boubeye Maïga déroule cette feuille de route avec rigueur et ténacité.

Q - Vous citez plus souvent Soumeylou Boubeye Maïga qu'IBK...

R - Le Premier ministre est là pour réaliser ce que le président décide. Le chef de l'Etat a un Premier ministre décidé à agir. C'est ce dont le Mali a besoin.

Q - L'armée française continue-t-elle à collaborer avec le Gatia et le Mouvement pour le salut de l'Azawad ? N'est-ce pas problématique alors que ces groupes sont accusés de se livrer à des exactions intercommunautaires ?

R - À chaque fois qu'elle le juge utile, l'armée française collabore avec des groupes qui remplissent plusieurs critères : la loyauté vis-à-vis de l'Etat malien, l'engagement sincère et sans ambiguïté dans la lutte contre le terrorisme et le respect des règles du droit international humanitaire. À ma connaissance, ceux avec lesquels Barkhane est intervenue ne sont pas impliqués dans des exactions.

Q - Vous dites que plus de 130 terroristes ont été neutralisés depuis le début de l'année. Que deviennent ceux qui n'ont pas été tués ?

R - Ils sont remis aux autorités maliennes et pris en charge par la justice. On s'assure ensuite qu'ils sont détenus dans des conditions conformes aux règles internationales.

Q - Diriez-vous, comme l'ancien patron de la DGSE, Bernard Bajolet, qu'Iyad Ag Ghaly bénéficie de "protections" ? Et si oui, de la part de qui ?

R - Il n'y a pas d'entêtement particulier visant Iyad Ag Ghaly. Nous traquons tous les chefs importants pour une raison très simple : c'est le meilleur moyen de déstructurer leurs réseaux et de les empêcher d'agir.

Q - Mais soupçonnez-vous l'Algérie de le protéger ?

R - Je ne soupçonne personne. Mon objectif est de faire en sorte que son réseau soit affaibli le plus rapidement possible. Nous coopérons avec l'Algérie dans la lutte contre le terrorisme. Si la question est : "Pourrions-nous davantage coopérer ?", je réponds, oui, nous pourrions mieux faire.

Q - Comment réagissez-vous à l'influence croissante de la Russie en Afrique ?

R - On en parle beaucoup, mais je voudrais d'abord rappeler une chose : l'Afrique appartient aux Africains et à personne d'autre. Pas plus aux Russes qu'aux Français.

Q - Cette offensive russe représente-t-elle une menace pour les intérêts français, en Centrafrique par exemple ?

R - Je ne parlerai pas des intérêts français mais des intérêts centrafricains. La Russie a affirmé sa présence en Centrafrique ces derniers mois, c'est vrai. Mais je ne suis pas certaine que cette présence et les actions déployées par Moscou, comme les accords négociés à Khartoum à la fin d'août, contribuent à stabiliser le pays./.